Bulletin N°111
Organisation dotée d'un statut consultatif spécial auprès du Conseil Economique et Social des Nations Unies

LE SOLIDAIRE

BULLETIN TRIMESTRIEL– OCTOBRE–NOVEMBRE –DECEMBRE 2024

Membres, du Comité de Direction Régionale du Forum IGAD/Société civile,
Organisation dotée d'un statut d'observateur auprès du COMESA
Membre du réseau Euro-méditerranéen de la Solidarité
Membre du réseau Initiatives Climat France

O.N.G ♦ ORGANISATION FONDEE EN 1992 - 2024 / 32 années au service de la Solidarité

RENCONTRE CONSTRUCTIVE ENTRE LA DIRECTRICE RÉGIONALE ET LA REPRÉSENTANTE DE LA BANQUE MONDIALE AVEC LES ACTEURS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE À DJIBOUTI

Une réunion stratégique s'est tenue à Palace Kempinski, réunissant la Directrice régionale et la Représentante de la Banque Mondiale, ainsi que les principaux représentants des organisations de la société civile à Djibouti. L'objectif principal de cette rencontre était de favoriser le dialogue et la collaboration entre la Banque Mondiale et les acteurs locaux de la société civile, dans le but de renforcer le développement socio-économique du pays.

Au cours de cette réunion, les discussions ont mis en lumière l'importance d'un partenariat étroit entre les institutions internationales et les associations locales. Les organisations présentes ont eu l'opportunité de partager leurs défis, leurs réussites, ainsi que leurs propositions d'amélioration, dans un cadre de collaboration mutuelle.

Les représentants des différentes associations ont exposé les principaux obstacles auxquels ils sont confrontés dans leurs actions. Parmi ceux-ci, on peut citer le manque de financement la coordination, et la difficulté d'accès aux ressources, etc.. Ces défis ont été largement discutés afin de trouver des solutions concrètes pour y remédier.

Malgré ces défis, les associations ont également mis en avant leurs réalisations. Elles ont souligné les progrès significatifs réalisés, démontrant ainsi la résilience et l'engagement des acteurs de la société civile à Djibouti.

La Représentante de la Banque Mondiale a réaffirmé le soutien de l'institution aux initiatives locales, tout en soulignant l'importance de renforcer l'impact des projets à travers des partenariats solides et un soutien technique adapté aux réalités locales. Elle a également encouragé les acteurs locaux à faire part de leurs besoins spécifiques afin d'ajuster les interventions futures.

Cette rencontre a été une véritable vitrine des capacités de la société civile djiboutienne. En dépit des défis rencontrés, les acteurs locaux ont montré une grande détermination à faire avancer leurs projets et à contribuer activement au développement de leur pays. Le dialogue ouvert qui a eu lieu lors de cette réunion marque une étape importante vers un renforcement des partenariats et une meilleure prise en compte des besoins des citoyens.La réunion a permis de renforcer la collaboration entre la Banque Mondiale et la société civile à Djibouti, tout en mettant en lumière les forces et les défis des acteurs locaux. Ce genre de rencontre est essentiel pour construire des ponts solides entre les institutions internationales et les communautés locales, et pour garantir que les projets de développement répondent efficacement aux besoins des populations.

DJIBOUTI LANCE SA PREMIÈRE STRATÉGIE NATIONALE DE CYBERSÉCURITÉ (2024-2030)

L'ONG Bender Djedid, représenté par son Secrétaire Général, a pris part le 1er décembre 2024, au lancement officiellement lancé sa première Stratégie Nationale de Cybersécurité pour la période 2024-2030, sous l'égide du ministère de l'Économie numérique et de l'Innovation. Présidée par la ministre Mariam Hamadou Ali, la cérémonie a rassemblé p lusieurs ministres, responsables de la sécurité nationale, représentants de l'Union européenne, experts et partenaires privés.

Cette stratégie vise à sécuriser le cyberespace national et à soutenir la transformation numérique du pays. Elle repose sur une approche collective et inclusive, impliquant aussi bien les secteurs publics que privé.

Les principales mesures incluent :

- La création d'un centre national de cybersécurité
- Le renforcement des infrastructures de sécurité numérique
- L'élaboration d'un cadre juridique pour lutter contre la cybercriminalité

Les interventions des responsables ont souligné l'urgence de faire de la cybersécurité une priorité nationale, face à des menaces croissantes. Tous ont réaffirmé leur engagement à construire un espace numérique résilient et sécurisé.

RENFORCER L'INTÉGRATION DES DROITS DE L'HOMME DANS LE SECTEUR ÉCONOMIQUE À DJIBOUTI : UNE INITIATIVE DE LA COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME

L'ONG Bender Djedid a récemment participé à une réunion de consultation avec les parties prenantes à Djibouti, réunissant le gouvernement, la société civile ainsi que les acteurs économiques publics et privés. Cette rencontre faisait partie du programme **"Entreprises et Droits de l'Homme", organisé par la Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH)** à Djibouti, avec le soutien financier du système des Nations Unies. L'objectif de cette initiative est d'intégrer les droits humains au sein des opérateurs économiques, qu'ils soient publics ou privés, pour assurer un développement économique respectueux des principes fondamentaux des droits de l'homme.

Le programme "Entreprises et Droits de l'Homme" a pour but de sensibiliser et d'accompagner les entreprises dans l'adoption de pratiques qui respectent et promeuvent les droits humains. Cette initiative, soutenue par les Nations Unies, vise à instaurer des mécanismes permettant aux acteurs économiques d'intégrer de manière systématique les principes des droits humains dans leurs activités quotidiennes, tout en veillant à ce que les populations les plus vulnérables ne soient pas lésées dans les processus économiques.

Le rôle clé des acteurs économiques dans la protection des droits humains : Dans le cadre de cette réunion, l'ONG Bender Djedid a pris part activement aux discussions, aux côtés des représentants gouvernementaux, des organisations de la société civile et des acteurs du secteur privé. Cette rencontre a permis de souligner l'importance de l'engagement des entreprises dans la protection et la promotion des droits humains. L'intégration des droits humains dans les pratiques économiques est un levier essentiel pour garantir une croissance inclusive et responsable, tout en répondant aux défis contemporains liés aux inégalités et aux violations des droits fondamentaux.

L'Institut Erika : un soutien technique essentiel : L'appui technique de l'Institut de recherche indépendant Erika, basé en Corne de l'Afrique, a été un élément clé pour la réussite de ce projet. Grâce à son expertise, l'Institut Erika a pu fournir des conseils stratégiques et techniques sur la manière d'adopter des pratiques respectueuses des droits humains au sein des entreprises, qu'elles soient publiques ou privées. Son rôle est crucial pour assurer que les entreprises de Djibouti intègrent de manière effective les principes des droits de l'homme dans leurs politiques et pratiques de travail.

Le soutien des Nations Unies pour l'implémentation du projet : L'implication du système des Nations Unies dans ce programme souligne l'importance de la collaboration internationale pour renforcer les droits humains au niveau local. Le financement et le soutien apportés par les Nations Unies garantissent non seulement la mise en

œuvre du projet, mais aussi un suivi rigoureux et une évaluation de l'impact sur le terrain. Cela permet d'assurer que les résultats obtenus seront durables et bénéfiques pour les communautés locales.

La réunion de consultation marquée par la participation active de l'ONG Bender Djedid et des autres acteurs clés de la société civile et du secteur économique a été un moment crucial pour poser les bases d'une intégration des droits humains dans les pratiques des entreprises à Djibouti. Ce projet ambitieux, soutenu par la CNDH, l'ONU et l'Institut Erika, est une étape importante dans la promotion d'une gouvernance économique plus responsable et plus respectueuse des droits de l'homme. En assurant la participation des parties prenantes et l'engagement de l'ensemble des acteurs économiques, Djibouti s'oriente vers un avenir où les droits humains sont au cœur des préoccupations économiques

DJIBOUTI FRANCHIT UNE NOUVELLE ÉTAPE DANS L'ESPACE : LANCEMENT DU SATELLITE "DJIBOUTI-1B" AVEC SPACE X

Le 19 octobre 2024, Djibouti a franchi une étape historique en lançant son propre satellite, "DJIBOUTI-1B", en partenariat avec SpaceX. Le lancement, qui s'est déroulé à 14 h 30 (heure de Djibouti) depuis la Vandenberg Air Force Base en Californie, aux États-Unis, marque un tournant dans le développement technologique et scientifique du pays. L'événement a été suivi par visio-conférence, avec la présence de son **Excellence Dr. Nabil Mohamed, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche de la République de Djibouti**, ainsi que de nombreux représentants de l'État et du secteur technologique.

Un moment historique pour Djibouti : Le lancement de "DJIBOUTI-1B" représente un moment fort pour le pays, qui devient l'un des acteurs émergents dans le domaine spatial en Afrique. Cet événement montre que Djibouti, bien que jeune dans le secteur spatial, est déterminé à jouer un rôle clé dans l'innovation technologique. Le satellite "DJIBOUTI-1B" est le fruit d'un travail acharné et d'une vision stratégique visant à positionner le pays comme un acteur régional dans les secteurs de l'innovation, des télécommunications et de la recherche scientifique.

Le rôle du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche : Lors de cette cérémonie virtuelle, son Excellence Dr. Nabil Mohamed a salué cet accomplissement et a souligné la portée stratégique du lancement pour le développement futur du pays. Le ministre a exprimé sa fierté et celle de la nation, en précisant que ce projet était le résultat de l'engagement continu du gouvernement djiboutien en faveur de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation. Il a également mis en avant les nombreux avantages que ce satellite pourrait offrir dans des domaines tels que la surveillance environnementale, la gestion des catastrophes naturelles, le suivi du corridor Djibouti-Ethiopie ainsi que l'amélioration des infrastructures de communication.

Un partenariat avec SpaceX pour l'innovation : Le partenariat avec SpaceX, une entreprise leader dans le domaine de l'aérospatial, représente une véritable avancée pour Djibouti. L'implication d'une

société de renommée internationale comme SpaceX démontre l'ambition de Djibouti de faire sa place sur la scène mondiale dans le domaine des technologies de pointe. Ce lancement marque non seulement l'entrée de Djibouti dans le club exclusif des pays possédant des satellites, mais également un pas important pour l'Afrique, qui voit de plus en plus de pays investir dans l'innovation spatiale.

Un avenir prometteur pour l'innovation et la recherche à Djibouti : L'impact de ce lancement va bien au-delà du domaine technologique. "DJIBOUTI-1B" va non seulement permettre d'améliorer la connectivité dans la région, mais il constituera également un vecteur important pour le développement de la recherche scientifique et des études en géosciences, en météorologie et en gestion des ressources naturelles. Ce projet montre également l'importance de la collaboration internationale et de la formation de partenariats solides pour le progrès des nations.

Le lancement de "DJIBOUTI-1B" est un événement déterminant dans l'histoire de Djibouti. Grâce à ce projet ambitieux, le pays s'affirme comme un pionnier dans l'espace, prêt à explorer de nouvelles frontières technologiques et à contribuer à l'innovation mondiale. Cet accomplissement, salué par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, marque une étape fondamentale dans la vision de Djibouti pour un avenir axé sur l'innovation, la recherche et la coopération internationale.

RÉUNION DES MEMBRES D'INITIATIVES CLIMAT À POITIERS : TÉMOIGNAGES ET PERSPECTIVES POUR L'AVENIR DE L'ENGAGEMENT CLIMATIQUE

Le 19 octobre 2024, les membres d'Initiatives Climat se sont réunis à Poitiers pour une Assemblée Générale marquée par des échanges enrichissants et des perspectives d'avenir ambitieuses. Parmi les participants, des partenaires et correspondants-pays du réseau, dont Djibouti, ont eu l'opportunité de partager leurs expériences et leurs projets respectifs dans le cadre de la lutte contre le changement climatique. Cette réunion a été l'occasion de faire le point sur les activités réalisées et de discuter des projets futurs.

Retour sur les activités d'Initiatives Climat : Au cours de cette assemblée, Initiatives Climat a présenté les diverses actions menées dans le cadre de la transition écologique, avec un accent particulier sur les projets de plaidoyer et d'accompagnement des acteurs locaux. Les membres ont évoqué les défis rencontrés ainsi que les succès obtenus dans la mise en œuvre des actions en faveur du climat. L'assemblée a permis de souligner les résultats positifs du réseau et d'évoquer les prochaines étapes pour renforcer l'impact des initiatives climatiques à l'échelle mondiale.

Le projet de plaidoyer numérique de Djibouti et du Maroc : Djibouti a eu l'opportunité de présenter son projet de plaidoyer en numérique, en partenariat avec Initiatives Climat Maroc. Ce projet vise à

utiliser les outils numériques pour sensibiliser et mobiliser davantage de citoyens et d'acteurs économiques autour des enjeux climatiques. Il représente un exemple innovant de collaboration entre pays, utilisant les technologies numériques pour promouvoir des actions concrètes et renforcer l'engagement de la société civile dans la lutte contre le changement climatique.

Un moment convivial d'échanges : En dehors des présentations formelles, la réunion a été ponctuée d'un moment convivial avec un "pot d'amitié", favorisant les échanges informels entre les membres. Ce moment de détente a permis de renforcer les liens entre les partenaires et de créer une dynamique de collaboration renforcée pour les projets à venir. Les discussions autour des défis du climat ont été à la fois profondes et légères, offrant ainsi une plateforme propice à la fois à l'inspiration et à la convivialité.

Vers une collaboration accrue pour le climat : Cette réunion a non seulement permis de dresser un bilan des activités passées mais aussi de tracer la voie pour l'avenir des actions menées par Initiatives Climat. Le réseau a souligné l'importance de renforcer les partenariats, notamment ceux entre les pays du Sud et du Nord, pour maximiser l'impact des projets climatiques. La collaboration entre Djibouti et le Maroc, illustrée par le projet numérique, en est un parfait exemple.

La réunion des membres d'Initiatives Climat à Poitiers a été un moment fort de réflexion et de projection pour l'avenir de l'engagement climatique à travers le monde. Les échanges entre les pays membres, les témoignages des partenaires et la convivialité de l'événement ont permis de poser les bases d'une collaboration renforcée pour la lutte contre le changement climatique. Djibouti, à travers son projet de plaidoyer numérique en partenariat avec le Maroc, a montré sa volonté de s'engager pleinement dans cette dynamique globale, plaçant l'innovation numérique au service de la transition écologique.

ATELIER SUR LES NEUROSCIENCES ET L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE : RISQUES ET PROMESSES

Les 17 et 18 décembre, l'Université de Djibouti a organisé un atelier de deux jours consacré aux **Neurosciences et à l'Intelligence Artificielle** (IA). Cet événement a réuni des experts, des chercheurs et des acteurs clés du domaine et l'ONG Bender Djedid, pour explorer les **risques et les promesses** que ces technologies innovantes réservent pour l'avenir.

Parmi les personnalités présentes, figuraient **le Dr Nabil Mohamed Ahmed, Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, le Dr Ahmed Robleh Abdilleh, Ministre de la Santé, ainsi que le Dr Djama Mohamed Hassan, Président de l'Université de Djibouti**. Ces derniers ont pris part aux discussions, aux côtés des intervenants, des participants et des partenaires, qui ont contribué à enrichir les débats et à partager leurs perspectives sur les enjeux éthiques, scientifiques et technologiques liés aux neurosciences et à l'IA.

RENFORCEMENT DES LIENS CULTURELS ET SPORTIFS ENTRE LE JAPON ET DJIBOUTI : CÉRÉMONIE DE REMERCIEMENTS POUR LE VOLONTAIRE JAPONAIS AU SERVICE DU JUDO

Le Secrétaire Général, accompagné de l'ambassadeur du Japon accrédité à Djibouti, a visité le siège de l'Organisation Non Gouvernementale (ONG) de Bender Djedid. Cet événement marquait une étape importante dans le développement du sport à Djibouti, avec un focus particulier sur le judo. La cérémonie de remerciements a rassemblé plusieurs acteurs clés, notamment **le Directeur des Sports du Ministère de la Jeunesse, les représentants de l'Agence de Coopération Japonaise (JICA) ainsi que M. Idriss Youssouf, acteur incontournable du sport local.**

Cet événement a mis en lumière la contribution essentielle du Japon à Djibouti, notamment à travers l'envoi d'un volontaire japonais qui a joué un rôle déterminant dans la promotion du judo dans le pays. Ce partenariat, facilité par l'Agence de Coopération Japonaise (JICA), est un excellent exemple de la manière dont la coopération internationale peut enrichir et renforcer les capacités locales, en particulier dans le domaine du sport.

Le volontaire japonais, qui a contribué à l'enseignement du judo à Djibouti, a été chaleureusement remercié lors de cette cérémonie. Grâce à son expertise et à son dévouement, il a non seulement renforcé les compétences des pratiquants de judo locaux, mais a aussi joué un rôle dans la création de liens culturels forts entre les deux nations. Cette initiative s'inscrit dans une logique de partage de connaissances et de développement mutuel, bénéfique pour les deux parties.

La cérémonie a également été l'occasion de féliciter la Fédération du Judo de Djibouti pour son engagement et son rôle dans l'organisation de l'événement. **M. Faissal Raguib, professeur de judo**, a été salué pour son travail de développement de cette discipline dans le pays. Sa passion pour le judo et son implication dans la formation des jeunes talents ont grandement contribué à faire du judo un sport reconnu à Djibouti.

Cet événement a également permis de renforcer les liens culturels et sportifs entre le Japon et Djibouti. Les relations bilatérales, illustrées par des projets comme celui du judo, témoignent de la volonté des deux nations de travailler ensemble pour favoriser le développement social, culturel et sportif. Cette collaboration est un modèle pour d'autres initiatives similaires, favorisant la transmission de savoir-faire et la construction de ponts solides entre les peuples.

La cérémonie de remerciements a été un moment de reconnaissance et de célébration du travail accompli par le volontaire japonais et tous ceux qui ont œuvré pour la promotion du judo à Djibouti. Cet événement illustre parfaitement la richesse des partenariats internationaux dans le domaine du sport et de la culture, et souligne l'importance de l'engagement des acteurs locaux et internationaux pour un développement durable et inclusif.

ATELIER SUR L'ÉVALUATION DU SYSTÈME DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE À DJIBOUTI

Le 20 novembre 2024, la Banque mondiale a organisé un atelier au Sheraton Hôtel de Djibouti afin de présenter les résultats de l'évaluation du système national de sauvegardes environnementales et sociales. Cet événement a réuni des responsables ministériels, des chercheurs, des universitaires ainsi que des représentants de la société civile dont l'ONG Bender Djedid.

Objectifs de l'atelier :

- Présenter les conclusions de l'évaluation du système national de sauvegardes environnementales et sociales,
- Discuter des implications de ces résultats pour les politiques publiques et les pratiques de terrain,
- Échanger des expériences et des perspectives sur les mécanismes nationaux de sauvegarde,
- Élaborer des stratégies communes pour renforcer l'efficacité du dispositif existant.

Animé par des experts de la Banque mondiale ainsi que des consultants nationaux et internationaux, l'atelier s'est inscrit dans une approche participative.

L'évaluation s'est appuyée sur une méthodologie rigoureuse combinant des sources d'information primaires et secondaires, notamment :

- L'analyse des documents stratégiques, lois, règlements et procédures en vigueur en matière de sauvegarde environnementale et sociale,
- La cartographie des institutions concernées afin de clarifier les mandats, identifier les lacunes et les besoins en renforcement des capacités,
- Des entretiens ciblés avec des informateurs clés,
- L'élaboration de recommandations par domaine spécifique pour combler les insuffisances identifiées.

Au cours des échanges, les participants ont posé de nombreuses questions et formulé des propositions pour enrichir l'évaluation. Plusieurs recommandations ont été émises en vue d'améliorer l'intégration des normes du Cadre Environnemental et Social (CES) de la Banque mondiale dans le système national.

ATELIER DE FORMATION ET DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION DE ROTTERDAM À DJIBOUTI

Du 25 au 27 novembre 2024, le ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD), en collaboration avec le Secrétariat des Conventions de Bâle, Rotterdam et Stockhom (BRS), a organisé un atelier de trois jours au Palais du Peuple de Djibouti. Cet atelier a marqué le lancement d'un programme de renforcement des capacités pour la mise en œuvre de la Convention de Rotterdam, accompagné d'une session de formation spécialisée.

L'événement a réuni des représentants des ministères, des chercheurs, des universitaires, des acteurs de la société civile dont l'ONG Bender Djedid, ainsi que des membres du secteur privé. Tous les participants ont été invités à renforcer leurs connaissances sur la Convention de Rotterdam et à échanger sur les moyens d'en améliorer l'application à l'échelle nationale.

À propos de la Convention de Rotterdam

Adoptée en 1998 et entrée en vigueur en 2004, la Convention de Rotterdam (CR) porte sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause (PIC) applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux dans le cadre du commerce international. Ce traité multilatéral vise à permettre aux pays de prendre des décisions éclairées concernant l'importation de ces substances. La République de Djibouti a ratifié cette convention en 2004. À ce jour, 166 pays y sont parties, avec 72 signataires.

Déroulement de l'atelier

Animé par le directeur de programme du Secrétariat BRS, des experts de la FAO et des cadres de la direction nationale de l'environnement, l'atelier avait pour principal objectif de :

- Renforcer les capacités des parties prenantes nationales à appliquer la Convention de Rotterdam,
- Établir un cadre juridique et institutionnel adapté.

Les trois journées ont été structurées autour des thématiques suivantes :

1. Présentation du projet et de la Convention de Rotterdam,
2. Cadre juridique et institutionnel, état des lieux de la mise en œuvre nationale,
3. Concepts, outils et approches pour la gestion des produits chimiques et pesticides dangereux,
4. Processus de réponse des pays importateurs.

Trois groupes de travail ont été constitués autour de thèmes spécifiques :

- Élaboration d'un Plan d'Action National (PAN),
- Mise en place d'un Mécanisme National de Coordination,

- Développement d'un Système d'Enregistrement.

Chaque groupe s'est appuyé sur une série de questions ciblées, débouchant sur des discussions collaboratives.

Contributions nationales

La Direction de l'Environnement a présenté un aperçu du contexte national en lien avec les trois conventions BRS. Étant donné l'importance stratégique du Port de Djibouti dans le transit de produits chimiques, la Capitainerie des Ports a également pris la parole pour aborder la sécurité du transport des marchandises dangereuses et la prévention de la pollution.

Clôture et perspectives

En clôture de l'atelier, les organisateurs ont présenté le plan de travail du projet, prévu sur une durée d'un an. La prochaine étape consistera en un atelier de consultation et de validation. Ce projet est financé par l'Union européenne. Les organisateurs ont souligné que les objectifs fixés pour ces trois journées ont été pleinement atteints.

AMÉLIORATION DES INFRASTRUCTURES DE L'ONG BENDER DJEDID : ISOLATION THERMIQUE DE LA SALLE DE MARIAGE

L'ONG Bender Djedid, fidèle à son engagement pour le bien-être, a récemment entrepris des travaux importants visant à améliorer la qualité de ses infrastructures. Parmi les projets réalisés, la rénovation de la **salle de mariage** a été un élément central, avec des travaux d'isolation thermique de la toiture pour atténuer la chaleur, un enjeu crucial dans les régions à forte température.

La principale intervention consiste en la **pose de laine de verre** sur une surface de 250 m², afin de

renforcer l'isolation thermique de la salle. Cette action a pour objectif de réduire l'impact des températures élevées et d'offrir un espace plus agréable, notamment lors des événements tels que les mariages, où la salle est fréquemment utilisée.

L'isolation thermique permet non seulement de créer un environnement plus confortable pour les invités, mais elle contribue également à la **réduction de la consommation d'énergie**, en diminuant le besoin d'appareils de climatisation et en rendant l'espace plus résistant aux variations de température. Ce type de travaux s'inscrit dans une démarche durable.

Ces travaux sont un exemple de l'importance que l'ONG accorde à l'entretien et à l'amélioration continue de ses infrastructures.